

Le Comité d'histoire du ministère de la Culture

Un nouveau lieu de recherche

Au sein du jeune ministère de la Culture, c'est en 1993 que fut créé le Comité d'histoire. Placé auprès du ministre, il a pour mission de rassembler et faire connaître les travaux existant sur l'histoire du ministère et des établissements placés sous sa tutelle, de susciter des recherches et les publier, de favoriser la conservation des documents et matériaux utiles à cette histoire. Il comprend des personnalités nommées par le ministre, historiens et administrateurs du ministère en retraite ou en poste.

GENEVIÈVE GENTIL

Secrétaire générale du Comité d'histoire

1. J.-P. Rioux dir., *L'histoire culturelle de la France contemporaine, bilans et perspectives de recherche*, Paris, MCC-IHTP, 1987.

2. Les actes sont publiés : A. Girard et G. Gentil dir., *Les Affaires culturelles au temps d'André Malraux*, Paris, La Documentation française, 1996.

3. Depuis 2007, le comité est présidé par Maryvonne de Saint Pulgent, conseiller d'État, ancienne directrice du patrimoine.

Au tournant des années 1990, plusieurs initiatives confirment l'intérêt grandissant des historiens pour les politiques culturelles. Dès 1985, le ministère de la Culture (Mission de la recherche) commande à l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP) du CNRS un rapport sur « L'histoire culturelle de la France contemporaine », alors même qu'en janvier de la même année, une mission permanente des Archives nationales est installée au ministère de la Culture. Cet état des lieux souligne que « l'histoire des institutions et des politiques culturelles est bien lancée¹ ».

En 1989, Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli ouvrent à l'IHTP un séminaire sous le titre « Politiques et institutions culturelles de la France contemporaine ». La même année, le ministère de la Culture commémore son trentenaire par des journées d'études organisées

par le Département des études et de la prospective sur « La création du ministère de la Culture » auxquelles sont conviés historiens et témoins. Le souhait de voir créer au ministère un comité d'histoire² est une des conclusions de ces journées. À partir de 1992, le Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines de l'université de Versailles Saint-Quentin, animé par Pascal Ory, inscrit ces sujets sur son agenda.

En 1993 (arrêté du 11 mars), le ministère de la Culture se dote – à l'image d'autres ministères, et en s'inspirant notamment du comité du ministère de l'Économie et des Finances – d'un comité d'histoire, présidé par Augustin Girard, ancien responsable du Département des études et de la prospective du ministère de la Culture. Depuis les années 1980, la multiplication de comités d'histoire a traduit une sensibilisation accrue des acteurs institutionnels à leur propre histoire.

Le Comité d'histoire³ est aujourd'hui devenu un acteur essentiel pour l'histoire des politiques culturelles⁴. Réunissant historiens, chercheurs⁵ et administrateurs du ministère, il fonctionne à la fois comme interface entre l'université et l'administration et comme initiateur de chantiers de recherche. Il est associé de près ou de loin à la plupart des manifestations ayant trait à l'histoire des politiques globales ou sectorielles de la culture depuis une quinzaine d'années.

Les échanges entre historiens et témoins

Le Comité d'histoire a pour vocation principale d'éclairer l'histoire des politiques publiques de la culture. S'il contribue parfois à l'édition de thèses de qualité, il entend principalement susciter ou réaliser des travaux dans lesquels il met l'accent sur le rôle des hommes et des institutions.

L'histoire du ministère, c'est en premier lieu l'histoire du rôle des ministres. C'est aussi l'histoire administrative : des travaux collectifs décrivent ainsi le rôle des administrateurs de la France d'outre-mer dans les

Publications du Comité d'histoire

Quelques exemples parmi la trentaine de publications du Comité d'histoire.

Ouvrages de référence

Philippe Poirrier, *Bibliographie de l'histoire des politiques culturelles, France XIX^e-XX^e siècles*. (1999). Disponible en ligne sur le site Internet du Comité d'histoire.

La politique culturelle en débat. Anthologie, 1955-2005, textes réunis et présentés par Geneviève Gentil et Philippe Poirrier, 2006.

Bernard Beaulieu, Michèle Dardy, *Histoire administrative du ministère de la Culture, 1959-2002* (2002 ; nouvelle édition mise à jour à paraître en 2010)

Études sur les ministres de la culture

Augustin Girard et Geneviève Gentil éd., *Actes des journées d'études sur le ministère Jacques Duhamel, 1971-1973*. (1995)

Michèle Dardy-Cretin, *Michel Guy, secrétaire d'État à la culture, 1974-1976. Un innovateur méconnu*. (2007)

Analyses de politiques culturelles

Xavier Laurent, *Grandeur et misère du patrimoine d'André Malraux à Jacques Duhamel*. (2003)

Anne Veitl, Noémi Duchemin, *Maurice Fleuret : une politique démocratique de la musique*. (2000)

Éric Lengereau, *L'État et l'architecture, 1958-1981, une politique publique ?* (2001)

Philippe Poirrier et Jean-Pierre Rioux dir., *Affaires culturelles et territoires*. (2001). Épuisé, consultable au Comité d'histoire.

Philippe Poirrier et René Rizzardo dir., *Une ambition partagée ? La coopération entre le ministère de la Culture et les collectivités territoriales (1959-2009)*. (2009)

Édition de documents d'époque

Malraux ministre, *au jour le jour. Souvenirs d'André Holleaux*. (2004)

Publication de thèses

Marion Denizot, *Jeanne Laurent, une fondatrice du service public pour la culture, 1946-1952*. (2005)

Arlette Auduc, *Quand les monuments construisaient la nation, le service des monuments historiques de 1830 à 1940*. (2008)

Liste complète des publications, sommaires détaillés, extraits :

www.culture.gouv.fr/culture/comite-histoire.htm

La plupart des ouvrages sont en vente à la Documentation française.



Quelques publications du Comité d'histoire.

débuts du ministère, l'implantation des directions régionales des affaires culturelles... (voir les publications du comité sur son site Internet).

Le Comité d'histoire a été à l'origine de séminaires de recherches, pilotés par des historiens, sur l'histoire des politiques culturelles locales et sur celle des politiques du patrimoine, permettant une réflexion sur la longue durée des politiques culturelles.

Les contacts avec le milieu universitaire ont lieu aussi lors de réunions de travail sur des thèmes traités par le comité. C'est l'occasion pour les historiens de confronter leurs recherches avec les témoignages d'administrateurs ayant eu des responsabilités au ministère.

Enfin, un soutien est souvent apporté à de jeunes étudiants et chercheurs pour le choix de leur sujet mais surtout pour les diriger vers les lieux ressources adéquats, vers les archives à consulter et les personnalités à interroger.

En 2009, à l'occasion du cinquantenaire du ministère de la Culture, le Comité d'histoire a organisé un colloque international, sous la présidence d'Elie Barnavi, où ont été invités à s'exprimer historiens et témoins de la mise en place d'une politique publique de la culture dans une vingtaine de pays.

Fin 2009 également, est paru sous la direction de Philippe Poirrier et René Rizzardo l'ouvrage *Une ambition partagée ? La coopération entre le ministère de la Culture et les collectivités territoriales (1959-2009)*. Cet ouvrage, auquel une dizaine de chercheurs et une quarantaine d'élus et d'administrateurs ont apporté leur concours, illustre le nécessaire dialogue entre les historiens et les témoins.

Le chantier « archives orales »

En un demi-siècle, l'histoire du temps présent est devenue une discipline reconnue en France. Or cette histoire s'écrit alors que témoins et acteurs sont encore vivants ; ce qui a conduit le Comité d'histoire à recueillir, en complément des archives écrites, le témoignage

Histoire ou mémoire des politiques culturelles ?

« Reste que se pose ici la question de l'articulation entre l'histoire et la mémoire. Malgré une indéniable mobilisation des historiens, l'appétit du Comité d'histoire ne pouvait se satisfaire du temps long de décantation des problématiques historiques. Très tôt, donc, s'imposa l'idée du recours à la mémoire, c'est-à-dire du recueil d'archives (écrites ou orales) auprès des grands témoins. L'historienne Florence Descamps, qui avait auparavant œuvré au Comité d'histoire du ministère des Finances, fut ici mise à contribution pour établir une méthodologie de travail. Cette méthode permet aujourd'hui de pallier les manques de la recherche et de poser les jalons de travaux qui devront faire l'objet d'une réévaluation historique ultérieure.

Pour rigoureuse et indéniablement intéressante qu'elle soit, cette mise en avant de la mémoire n'est pas sans risque pour l'histoire. À bien des égards, la tension introduite entre la parole des acteurs et l'analyse de l'historien débouche sur une mise en cause de ce dernier, réduit à malaxer des écrits d'époque et à définir des problématiques de travail. Seul le recours à l'archive écrite, nécessairement long, permettra à moyen terme de renvoyer les historiens à leur juste place. »

Loïc Vadelorge

Professeur d'histoire contemporaine,
université Paris XIII

Extrait de : Laurent Martin et Sylvain Venayre dir., *L'histoire culturelle du contemporain*, Actes du colloque de Cerisy, Nouveau monde éditions, 2005.

de personnes qui ont agi dans les domaines dont le ministère chargé de la culture a la responsabilité.

L'administration française s'intéresse depuis peu, mais très vivement, à cette nouvelle méthode pour retrouver ses sources et constituer son histoire. Le Comité d'histoire du ministère de la Culture a inscrit dans ses priorités le recueil de ces témoignages, couramment appelés « archives orales⁶ ». Il s'est inspiré de la méthode théorisée par Florence Descamps, normienne, agrégée d'histoire, maître de conférences à l'École pratique des hautes études, ancienne secrétaire générale du Comité d'histoire des Finances et membre du Comité d'histoire de la Culture, dont les ouvrages publiés sur le sujet font autorité (cf. encadré).

Parmi les nouveaux chantiers du comité, on peut citer le rattachement du Centre national de la cinématographie au ministère de la Culture, la période du ministère Lecat et l'analyse des débats parlementaires concernant la loi de 1913 sur les monuments historiques. ■

4. Sur le fonctionnement du comité, voir la réponse à la question posée par le député Marc Le Fur au ministre de la Culture et de la Communication le 15 février 2005, publiée dans le JO du 28 juin 2005.

5. Parmi les membres du comité, citons Philippe Poirrier, Jean-François Sirinelli, Florence Descamps, Guy Saez, Pierre-Michel Menger.

6. Le chantier sur les archives orales a été présenté dans le n° 95 (mars-avril 2003) de *Culture et recherche*, de même que le chantier sur l'histoire des politiques du patrimoine.